

Règlement grand-ducal du 16 octobre 1992 relatif aux contrôles vétérinaires dans les échanges intracommunautaires de produits d'origine animale.

Nous Jean, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels;

Vu la directive 89/662/CEE du Conseil du 11 décembre 1989 relative aux contrôles vétérinaires applicables dans les échanges intracommunautaires dans la perspective de la réalisation du marché intérieur modifiée en dernier lieu par la directive 92/67/CEE du 14 juillet 1992;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis du Collège Vétérinaire;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé, de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et de Notre Ministre de la Justice, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. - Les contrôles vétérinaires à effectuer sur les produits d'origine animale, qui sont couverts par les directives énumérées aux annexes A et B et qui sont destinés aux échanges intracommunautaires, sont effectués conformément aux dispositions du présent règlement.

Art. 2. - Aux fins du présent règlement, on entend par:

- 1) contrôle vétérinaire: tout contrôle physique et/ou toute formalité administrative portant sur les produits mentionnés à l'article 1^{er} et visant de manière directe ou indirecte à assurer la protection de la santé publique ou animale;
- 2) échanges: échanges entre Etats membres de marchandises, au sens de l'article 9, paragraphe 2 du traité;
- 3) établissement: toute entreprise qui procède à la production, au stockage ou au travail des produits visés à l'article 1^{er};
- 4) autorité compétente: le Ministre de la Santé agissant par l'intermédiaire de l'Administration des Services vétérinaires;
- 5) vétérinaire officiel: le vétérinaire désigné par l'autorité compétente.

CHAPITRE PREMIER

Contrôles à l'origine

Art. 3. -

1. Sont seuls admis aux échanges les produits visés à l'article 1^{er} qui ont été obtenus, contrôlés, marqués et étiquetés, conformément à la réglementation communautaire pour la destination concernée, et qui sont accompagnés jusqu'au destinataire, y mentionné, du certificat sanitaire, du certificat de salubrité ou de tout autre document, prévus par la réglementation vétérinaire communautaire.

Les établissements d'origine veillent, par un autocontrôle permanent, à ce que lesdits produits satisfassent aux exigences du premier alinéa.

Sans préjudice des tâches de contrôle dévolues au vétérinaire officiel par la réglementation communautaire, l'autorité compétente procède à un contrôle régulier des établissements, afin de s'assurer que les produits destinés aux échanges répondent aux exigences communautaires ou, dans le cas de produits visés à l'annexe B, aux exigences du pays destinataire. Lorsqu'il existe une suspicion fondée que les exigences ne sont pas respectées, l'autorité compétente procède aux vérifications nécessaires et, au cas où cette suspicion est confirmée, prend les mesures appropriées, pouvant aller jusqu'à la suspension de l'agrément.

2. Lorsque le transport concerne plusieurs lieux de destination, les produits doivent être regroupés en autant de lots qu'il y a de lieux de destination. Chaque lot doit être accompagné du certificat ou du document précité. Lorsque les produits visés à l'article 1^{er} sont destinés à être exportés vers un pays tiers, le transport doit rester sous contrôle douanier jusqu'au lieu de sortie du territoire de la Communauté.

Art. 4. - L'autorité compétente prend les mesures nécessaires pour assurer que les opérateurs respectent les exigences vétérinaires à tous les stades de la production, du stockage, de la commercialisation et du transport des produits visés à l'article 1^{er}.

Elle veille en particulier à ce que:

- les produits obtenus conformément aux directives visées à l'annexe A soient contrôlés de la même manière, d'un point de vue vétérinaire, qu'ils soient destinés aux échanges intracommunautaires ou au marché national,
- les produits couverts par l'annexe B ne soient pas expédiés vers le territoire d'un autre Etat membre s'ils ne peuvent être commercialisés sur son territoire pour des motifs justifiés par l'article 36 du traité.

CHAPITRE II

Contrôles à destination

Art. 5. -

1. L'autorité compétente met en oeuvre les mesures de contrôle suivantes :

- a) elle peut, sur les lieux de destination de la marchandise, vérifier par des contrôles vétérinaires par sondage et de nature non discriminatoire le respect des exigences de l'article 3 ; elle peut, à cette occasion, procéder à des prélèvements d'échantillons.
En outre, lorsque l'autorité compétente dispose d'éléments d'information lui permettant de présumer une infraction, des contrôles peuvent également être effectués en cours de transport de la marchandise sur son territoire, y compris le contrôle de conformité des moyens de transport ;
- b) dans le cas où les produits visés à l'article 1er et originaires d'un autre Etat membre sont destinés :
 - à un établissement placé sous la responsabilité d'un vétérinaire officiel, ce dernier doit s'assurer que cet établissement n'admet ces produits que s'ils satisfont, pour ce qui est du marquage et des documents d'accompagnement, aux exigences de l'article 3 paragraphe 1 ou, dans le cas de produits visés à l'annexe B, sont munis du document prévu par la réglementation du pays destinataire,
 - à un intermédiaire agréé qui procède à un fractionnement des lots ou à une entreprise commerciale à succursale multiple ou à tout établissement non soumis à un contrôle permanent, ces derniers sont tenus avant tout fractionnement ou toute commercialisation de vérifier la présence desdites marques, certificat ou documents visés au premier tiret et de signaler tout manquement ou toute anomalie à l'autorité compétente ;
 - à d'autres destinataires, notamment en cas de déchargement partiel au cours du transport, le lot doit, conformément à l'article 3 paragraphe 1, être accompagné de l'original du certificat visé au premier tiret.
 Les garanties à fournir par les destinataires visés aux deuxième et troisième tirets sont déterminées dans le cadre d'une convention à signer avec l'autorité compétente lors de l'enregistrement préalable prévu au paragraphe 3. Cette dernière vérifie par des contrôles par sondage le respect de ces garanties.

2. Sans préjudice de l'article 4, dans le cas où les normes communautaires prévues par la réglementation communautaire n'ont pas été fixées et dans le cas de produits visés à l'annexe B, l'autorité compétente de destination peut exiger, dans le respect des dispositions générales du traité, l'application par l'établissement d'origine des normes en vigueur dans la réglementation nationale dudit Etat membre. L'autorité compétente d'origine s'assure de la conformité des produits en question avec ces exigences.

3. Les opérateurs qui se font livrer des produits en provenance d'un autre Etat membre ou qui procèdent au fractionnement complet d'un lot de tels produits :

- a) sont soumis, à la demande de l'autorité compétente, à un enregistrement préalable ;
- b) tiennent un registre sur lequel sont mentionnées ces livraisons ;
- c) sont tenus, à la demande de l'autorité compétente, de signaler l'arrivée de produits en provenance d'un autre Etat membre, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des contrôles visés au paragraphe 1 ;
- d) conservent, pendant une période de six mois au minimum à préciser par l'autorité compétente, les certificats sanitaires ou documents visés à l'article 3 en vue de les présenter, à sa demande, à l'autorité compétente.

4. Les modalités d'application du présent article, arrêtées selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent, sont applicables.

Art. 6. -

1. L'autorité compétente veille à ce que, lors de contrôles effectués aux lieux où peuvent être introduits sur le territoire de la Communauté des produits provenant d'un pays tiers, les mesures suivantes soient prises :

- a) il doit être procédé à une vérification documentaire de l'origine des produits ;
- b) s'il s'agit de produits importés en provenance des pays tiers, ils doivent être acheminés sous contrôle douanier vers les postes d'inspection pour y subir les contrôles vétérinaires.
Les produits visés à l'annexe A ne peuvent faire l'objet d'un dédouanement que si ces contrôles permettent de s'assurer de leur conformité avec la réglementation communautaire.
Les produits visés à l'annexe B qui, après leur introduction dans la Communauté, sont destinés à être acheminés vers le territoire d'un autre Etat membre doivent :
 - soit faire l'objet de contrôles vétérinaires pour permettre de s'assurer de leur conformité avec la réglementation de l'Etat membre de destination,
 - soit, après simple inspection visuelle de la concordance entre les documents et les produits, être acheminés sous contrôle douanier jusqu'au lieu de destination où les contrôles vétérinaires doivent intervenir ;
- c) les produits d'origine communautaire sont soumis aux règles de contrôles prévues à l'article 5.

Art. 7. -

1. Si, lors d'un contrôle effectué au lieu de destination de l'envoi ou en cours de transport, les autorités compétentes constatent :

- a) la présence d'agents responsables d'une maladie visée par la directive 82/894/CEE, modifiée en dernier lieu par la décision 89/162/CEE de la Commission, d'une zoonose ou maladie ou de toute cause susceptible de constituer un danger grave pour les animaux ou pour l'homme, ou que les produits proviennent d'une région contaminée par une maladie épizootique, elles ordonnent, sauf pour ce qui est des aspects de police sanitaire, s'il s'agit de produits soumis à l'un des traitements visés à l'article 4 de la directive 80/215/CEE, modifiée en dernier lieu par la directive 88/660/CEE, la destruction du lot ou toute autre utilisation prévue par la réglementation communautaire.

Les modifications aux directives et décisions précitées sont applicables.

Les frais afférents à la destruction du lot sont à la charge de l'expéditeur ou de son mandataire.

Les autorités compétentes du pays de destination communiquent immédiatement par télex aux autorités compétentes des autres Etats membres et à la Commission les constatations faites, les décisions prises et les motifs de ces décisions. Les mesures de sauvegarde prévues à l'article 9 peuvent être appliquées.

En outre, sur demande d'un Etat membre et selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent, la Commission peut, pour faire face à des situations non prévues par la réglementation communautaire, arrêter toute mesure nécessaire pour parvenir à une approche concertée des Etats membres ;

- b) que la marchandise ne répond pas aux conditions posées par les directives communautaires ou, en l'absence de décisions sur les normes communautaires prévues par les directives, par les normes nationales, elles peuvent laisser à l'expéditeur ou à son mandataire, si les conditions de salubrité ou de police sanitaire le permettent, le choix entre :

- la destruction des marchandises

ou

- leur utilisation à d'autres fins, y compris leur réexpédition avec l'autorisation de l'autorité compétente du pays de l'établissement d'origine.

Toutefois, dans le cas où des manquements sont constatés pour le certificat ou les documents, un délai de régularisation doit être accordé à l'expéditeur avant de recourir à cette dernière possibilité.

2. Selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent, la Commission établit la liste des agents ou maladies visés au paragraphe 1, ainsi que les modalités d'application du présent article.

Art. 8. -

1. Dans les cas prévus à l'article 7, l'autorité compétente du pays destinataire entre sans délai en contact avec les autorités compétentes de l'Etat membre expéditeur. Celles-ci prennent toutes les mesures nécessaires et communiquent à l'autorité compétente du premier Etat membre la nature des contrôles effectués, les décisions prises et les motifs de ces décisions.

Si cette dernière craint que ces mesures ne soient pas suffisantes, elle recherche avec l'autorité compétente de l'Etat membre mis en cause les voies et moyens de remédier à la situation, le cas échéant par une visite sur place. Lorsque les contrôles prévus à l'article 7 permettent de constater un manquement répété, l'autorité compétente de l'Etat membre destinataire informe la Commission et les services vétérinaires des autres Etats membres.

Sur demande de l'autorité compétente du pays destinataire ou de sa propre initiative, la Commission peut, compte tenu de la nature des infractions relevées :

- envoyer sur place une mission d'inspection,
- charger un vétérinaire officiel, dont le nom doit figurer sur une liste à élaborer par cette institution sur suggestion des Etats membres, et qui soit accepté par les diverses parties en cause, de vérifier les faits dans l'établissement concerné,
- demander à l'autorité compétente d'intensifier les prélèvements d'échantillons sur la production de l'établissement concerné.

Elle informe les Etats membres de ses conclusions. Lorsque ces mesures sont prises pour faire face à des manquements répétés de la part d'un établissement, la Commission lui impute les frais occasionnés par l'application des tirets de l'alinéa précédent audit établissement.

Dans l'attente des conclusions de la Commission, le pays expéditeur doit, sur demande du pays destinataire, renforcer les contrôles à l'égard des produits provenant de l'établissement en cause et, s'il s'agit de motifs graves de santé animale ou de santé publique, suspendre l'agrément. Le pays destinataire peut, pour sa part, intensifier les contrôles à l'égard des produits en provenance du même établissement.

La Commission, à la demande d'un des deux pays concernés - si l'avis de l'expert confirme les manquements - doit, selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent, prendre les mesures appropriées, pouvant aller jusqu'à autoriser les Etats membres à refuser provisoirement l'introduction sur leur territoire de produits provenant de cet établissement. Ces mesures doivent être confirmées ou revues dans les meilleurs délais selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent.

Les modalités générales d'application du présent article, arrêtées selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent, sont applicables au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les décisions prises par l'autorité compétente du pays destinataire doivent être communiquées, avec indication de leurs motifs, à l'expéditeur ou à son mandataire ainsi qu'à l'autorité compétente du pays expéditeur.

Si l'expéditeur ou son mandataire en fait la demande, les décisions motivées doivent lui être communiquées par écrit avec indication des voies de recours que lui offre la législation en vigueur dans le pays destinataire, ainsi que de la forme et des délais dans lesquels ces recours doivent être introduits.

Toutefois, en cas de litige et - sans préjudice de ces voies de recours - si les deux parties en cause en sont d'accord, elles peuvent, dans un délai maximal d'un mois, soumettre le litige à l'appréciation d'un expert figurant sur une liste d'experts de la Communauté à établir par la Commission, les frais de cette expertise étant à charge de la Communauté. L'expert est chargé d'émettre son avis dans un délai maximal de soixante-douze heures. Les parties se soumettent à l'avis de l'expert, dans le respect de la législation vétérinaire communautaire.

3. Les frais afférents à la réexpédition de l'envoi, au stockage des marchandises, à leur utilisation à d'autres usages ou à leur destruction sont à la charge du destinataire.

CHAPITRE III

Dispositions communes

Art. 9. -

1. L'autorité compétente signale immédiatement aux autres Etats membres et à la Commission, outre l'apparition sur son territoire des maladies prévues par la directive 82/894/CEE, l'apparition de toute zoonose, maladie ou cause susceptible de constituer un danger grave pour les animaux ou la santé humaine.

L'autorité compétente d'origine met immédiatement en oeuvre les mesures de lutte ou de prévention prévues par la réglementation communautaire, et notamment la détermination des zones de protection qui y sont prévues, ou arrête toute autre mesure qu'il jugera appropriée.

L'autorité compétente destinataire qui, lors d'un contrôle visé à l'article 5, a constaté l'une des maladies ou causes visées au premier alinéa peut, si nécessaire, prendre des mesures de prévention prévues par la réglementation communautaire.

Dans l'attente des mesures à prendre, conformément au paragraphe 4, le pays destinataire peut, pour des motifs graves de protection de la santé publique ou de santé animale, prendre des mesures conservatoires à l'égard des établissements concernés ou, dans le cas d'une épizootie, à l'égard de la zone de protection prévue par la réglementation communautaire.

Les mesures prises par les Etats membres sont communiquées sans délai à la Commission et aux autres Etats membres.

2. Un ou plusieurs représentants de la Commission peuvent, à la demande de l'Etat membre visé au paragraphe 1 premier alinéa ou à l'initiative de cette institution, se rendre immédiatement sur place pour examiner, en collaboration avec les autorités compétentes, les mesures prises et émettent un avis sur ces mesures.
3. Si la Commission n'a pas été informée des mesures prises ou si elle estime les mesures prises insuffisantes, elle peut, en collaboration avec l'Etat membre concerné, dans l'attente de la réunion du comité vétérinaire permanent, prendre des mesures conservatoires à l'égard des produits provenant de la région touchée par l'épizootie ou d'un établissement donné. Ces mesures sont soumises au comité vétérinaire permanent, dans les délais les plus brefs, pour être confirmées, modifiées ou infirmées selon la procédure du comité vétérinaire permanent.
4. Dans tous les cas, la Commission procède au sein du comité vétérinaire permanent, dans les meilleurs délais, à un examen de la situation. Elle arrête, selon la procédure du Comité vétérinaire permanent, les mesures nécessaires pour les produits visés à l'article 1^{er} et, si la situation l'exige, pour les produits d'origine ou les produits dérivés de ces produits. Elle suit l'évolution de la situation et, selon la même procédure, modifie ou abroge, en fonction de cette évolution, les décisions prises.
5. Les modalités d'application du présent article, et notamment la liste des zoonoses ou causes susceptibles de constituer un danger grave pour la santé humaine, arrêtées selon la procédure du Comité vétérinaire permanent, sont applicables au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 10. - L'Administration des Services vétérinaires est désignée pour assurer les contrôles vétérinaires et la collaboration avec les services de contrôles des Etats membres de la CEE et de la Commission.

Art. 11. - Les agents des services vétérinaires, le cas échéant en collaboration avec les agents d'autres services habilités à cette fin, peuvent notamment :

- effectuer des inspections des locaux, bureaux, laboratoires, installations, moyens de transport, équipements et matériels, des produits de nettoyage et d'entretien, des procédés utilisés pour la production ou le traitement des produits ainsi que le marquage et l'étiquetage et la présentation de ces produits,
- procéder à des contrôles du respect par le personnel des exigences prévues par les textes visés à l'annexe A,
- prélever des échantillons sur les produits détenus en vue du stockage ou de la vente, mis en circulation ou transportés,
- examiner le matériel documentaire ou informatique utile aux contrôles résultant des mesures prises en vertu de l'article 3 paragraphe 1.

Ils doivent, à cette fin, obtenir de la part des établissements contrôlés la collaboration nécessaire à l'exécution de leur tâche.

Art. 12. - L'autorité compétente soumet à la Commission, selon un modèle harmonisé, les informations essentielles relatives aux contrôles effectués au titre du présent règlement.

Art. 13. - En vue d'une mise en oeuvre progressive du régime de contrôle prévu par le présent règlement, l'autorité compétente peut, jusqu'au 31 décembre 1992, opérer en cours de transport:

- un contrôle documentaire sur les produits visés aux annexes A et B ou importés en provenance de pays-tiers;
- des contrôles vétérinaires par sondage et de nature non discriminatoire sur les produits visés à l'annexe B.

Art. 14. - Les annexes publiées à la suite du présent règlement en forment partie intégrante et peuvent être complétées par règlement ministériel suite à une directive ou décision communautaire.

Art. 15. - L'article 61 du règlement grand-ducal modifié du 10 juillet 1985 concernant le contrôle des viandes et de certaines denrées alimentaires est abrogé.

Art. 16. - Sans préjudice des peines prévues par le code pénal et par d'autres lois, ainsi que celles prévues par les articles 9 et suivants de la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels, les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies des peines prévues à l'article 2 de la loi du 25 septembre 1953 précitée.

Art. 17. - Notre Ministre de la Santé, Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de la Santé,

Johny Lahure

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture*

et du Développement rural,

René Steichen

Le Ministre de la Justice,

Marc Fischbach

Château de Berg, le 16 octobre 1992.

Jean

Dir. 89/662/CEE et 92/67/CEE.

ANNEXE A

Législations vétérinaires

Directive 64/433/CEE du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intra-communautaires de viandes fraîches. (JO no 121 du 29.7.1964, p. 2012/64), modifiée en dernier lieu par la directive 88/657/CEE (JO no L 382 du 31.12.88, p. 3)

Directive 71/118/CEE du Conseil, du 15 février 1971, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille. (JO no L 55 du 8.3.1971, p. 23) modifiée en dernier lieu par la directive 88/657/CEE (JO no L 382 du 31.12.1988, p. 3)

Directive 72/461/CEE du Conseil, du 12 décembre 1972, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches. (JO no L 302 du 31.12.1972, p. 24), modifiée en dernier lieu par la directive 87/489/CEE (JO no L 280 du 3.10.1987, p. 28)

Directive 77/99/CEE du Conseil, du 21 décembre 1976, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande. (JO no L 26 du 31.1.1977, p. 85), modifiée en dernier lieu par la directive 89/227/CEE (JO no L 93 du 6.4.1989, p. 25)

Directive 80/215/CEE du Conseil, du 22 janvier 1980, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande. (JO no L 47 du 21.2.1980, p. 4), modifiée en dernier lieu par la directive 88/660/CEE (JO no L 382 du 31.12.1988, p. 35)

Directive 85/397/CEE du Conseil, du 5 août 1985, concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors d'échanges intracommunautaires de lait traité thermiquement. (JO no L 226 du 24.8.1985, p. 13), modifiée en dernier lieu par le règlement (CEE) no 3768/85 (JO no L 362 du 31.12.1985, p. 8)

Directive 88/657/CEE du Conseil, du 14 décembre 1988, établissant les exigences relatives à la production et aux échanges de viandes hachées, de viandes en morceaux de moins de cent grammes et de préparation de viandes. (JO no L 382 du 31.12.1988, p. 3)

Directive 89/437/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, concernant les problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché des ovoproduits. (JO no L 212 du 22.7.1989, p. 87) (1) Directive 91/67/CEE du Conseil, du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture. (JO L 46 du 19.2.1991, p. 1)

Directive 91/67/CEE du Conseil, du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture (JO L 46 du 19.2.1991, p. 1).

Directive 91/492/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants. (JO no 268 du 24.9.1991, p. 1)

Directive 91/493/CEE du Conseil, du 22 juillet 1991, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche. (JO no 268 du 24.9.1991, p. 15)

Directive 91/495/CEE du Conseil, du 27 novembre 1990, concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché de viandes de lapin et de viandes de gibier d'élevage. (JO no 268 du 24.9.1991, p. 41)

Directive 92/45/CEE du Conseil, du 16 juin 1992 concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire relatifs à la mise à mort du gibier sauvage et à la mise sur le marché de viandes de gibier sauvage.

ANNEXE B

Produits non soumis à harmonisation communautaire mais dont les échanges seraient soumis aux contrôles prévus par le présent règlement.

Produits d'origine animale couverts par l'annexe II du traité:

- lait cru et produits à base de lait,
- sang,
- miel,
- escargots destinés à la consommation humaine,
- cuisses de grenouilles destinées à la consommation humaine,
- autres produits d'origine animale ne figurant ni à l'annexe A du présent règlement, ni à l'annexe A ou à l'annexe B partie B de la directive 90/425/CEE; ces produits seront définis selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent.